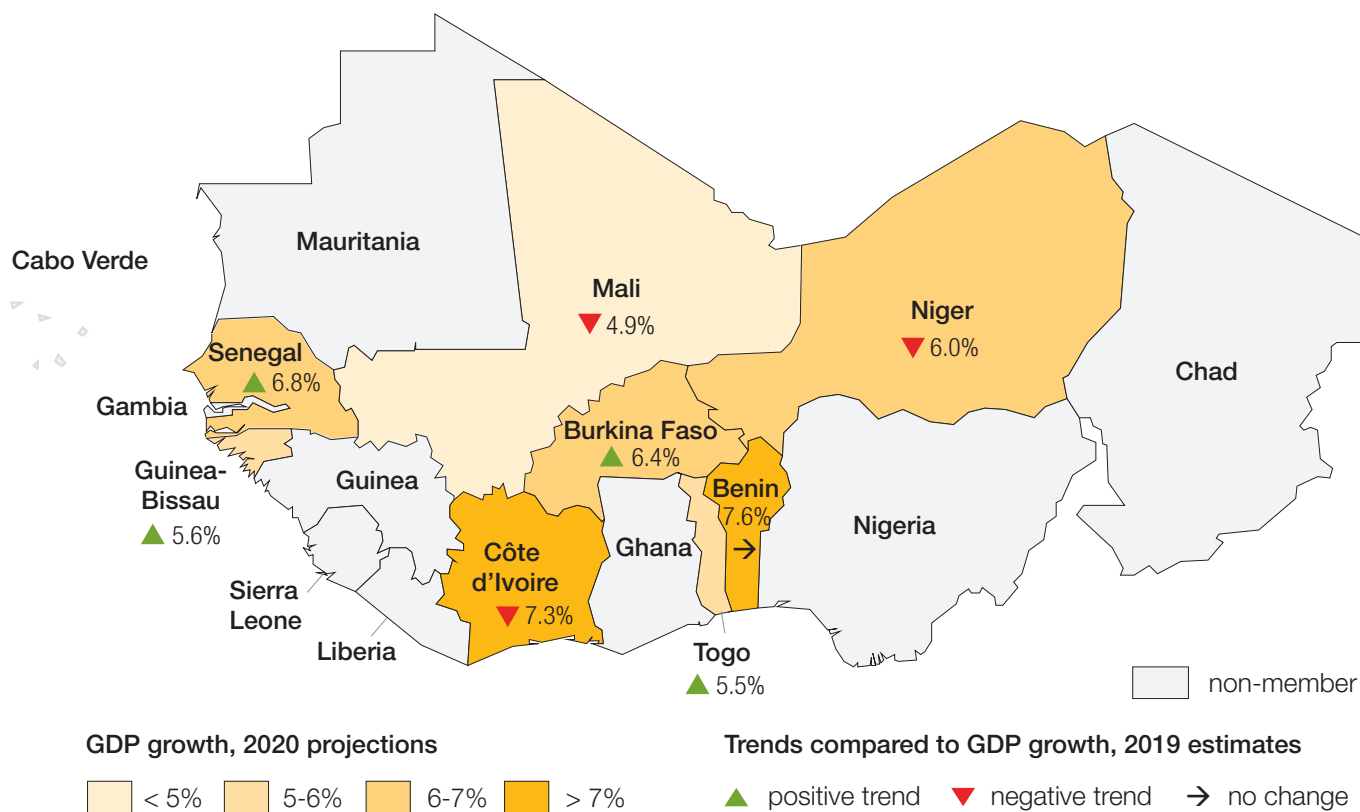




## UEMOA ECONOMIES ARE PROJECTED TO GROW BY 6.6% IN 2020



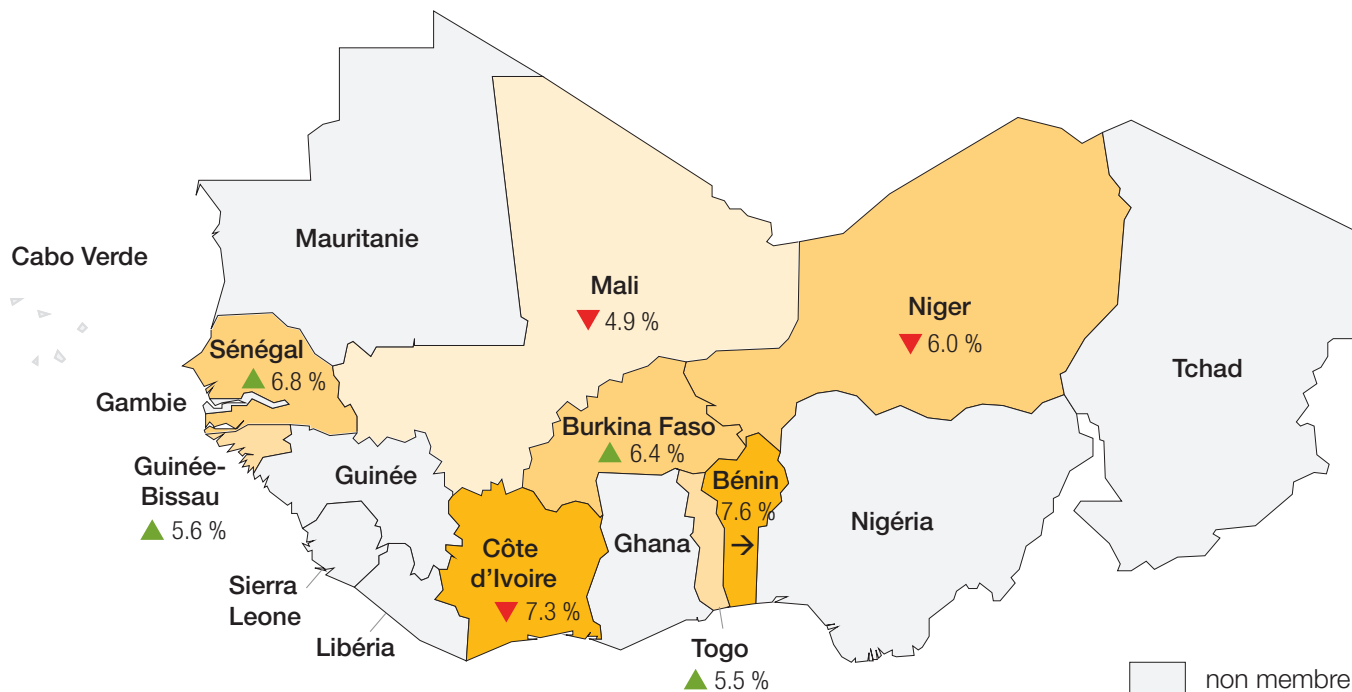
Source: UEMOA biannual multilateral surveillance report, December 2019

The 2020 economic outlook for the eight UEMOA member countries is positive. Despite the many security challenges, the UEMOA area will continue to grow by 6.6% in 2020, at the same rate as in 2019, more than twice the sub-Saharan African average of 3.2%. The security crisis in the Sahel, Nigeria's border closure and election-related instability are the main risks which might undermine the Union's economic prospects. Côte d'Ivoire remains a driving force, with a projected growth rate of 7.3%, mostly because of high cocoa prices. Benin and Senegal are also set to pursue their growth trajectories with GDP annual increases of 7.6% and 6.8% respectively. Moreover, despite falling cotton prices and the security crisis, Burkina Faso's growth rate is projected to increase from 6% in 2019 to 6.4% in 2020. On the other hand, Mali's economy continues to be affected by the security crisis. The country has the lowest growth rate in the Union, at 4.9%. The Union's economic performance

capitalises on the increased productivity of the agricultural sector. The secondary sector benefits from infrastructure investments and the tertiary sector from the development of transport, communication and banking services. With respect to inflation, all members respected the community norm, with an average annual inflation rate of -0.7% in 2019, compared to 1.2% in 2018. Moreover, the Union's total debt ratio decreased from 46.4% in 2018 to 45.7% in 2019. The financial consolidation of UEMOA economies is progressing. With the exception of Guinea-Bissau and Senegal, all other member countries respected the three primary convergence criteria (a public budget deficit of less than 3%; an inflation rate of less than 3%; and a debt burden of less than 70% of national GDP). In 2018, only two countries met these criteria. The Union may achieve financial stability by 2021.



## LES ÉCONOMIES DE L'UEMOA DEVRAIENT CROÎTRE DE 6.6 % EN 2020



Croissance du PIB, prévisions de 2020



Tendances par rapport à la croissance du PIB, estimations de 2019



Source : UEMOA (2019). Rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale, décembre 2019

Les perspectives économiques pour 2020 des huit pays membres de l'UEMOA sont positives. Malgré les nombreux défis sécuritaires, l'espace UEMOA continuera à croître au même rythme qu'en 2019, soit 6.6 % représentant plus du double du taux moyen de l'Afrique subsaharienne (3.2 %). La crise sécuritaire au Sahel, la fermeture des frontières nigérianes et le risque d'instabilité lié aux élections à venir représentent les principaux facteurs de risque qui pourraient affaiblir les perspectives économiques de l'Union. La Côte d'Ivoire reste une force motrice de l'Union avec un taux de croissance prévisionnel de 7.3 %, lié principalement au prix élevé du cacao. Le Bénin et le Sénégal devraient également poursuivre leur croissance avec une augmentation annuelle du PIB de 7.6 % et 6.8 % respectivement. Par ailleurs, malgré la chute du prix du coton et la crise sécuritaire, le taux de croissance du Burkina Faso devrait augmenter et passer de 6 % en 2019 à 6.4 % en 2020. À l'inverse, l'économie du Mali continue d'être affectée par la crise sécuritaire. Avec 4.9 %, le pays a le taux de croissance

le plus faible de l'Union. La performance économique de l'Union capitalise sur l'augmentation de la productivité agricole. Le secteur secondaire bénéficie des investissements dans les infrastructures et le secteur tertiaire du développement des transports et des services de communication et bancaires. Tous les États membres ont respecté la norme communautaire en matière d'inflation, avec un taux annuel moyen de -0.7 % contre 1.2 % en 2018. De plus, le taux d'endettement de l'Union a diminué et est passé de 46.4 % en 2018 à 45.7 % en 2019. La consolidation financière des économies de l'UEMOA progresse globalement. À l'exception de la Guinée-Bissau et du Sénégal, tous les autres pays membres ont respecté les trois critères de convergence de premier rang (un déficit public de moins de 3 %, un taux d'inflation de moins de 3 % et un endettement représentant moins de 70 % du PIB national). En 2018, il n'y avait que deux pays remplissant ces critères. L'Union pourrait atteindre une phase de stabilité à partir de 2021.